

CP
126

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010205424



2192053

CANTON DU VALAIS

NOTICE

SUR LA CORRECTION DU RHONE

1864—1877

PAR

**Le Chef du Département des Ponts
et Chaussées**

—
NOVEMBRE 1877.



SION.

IMPRIMERIE J. BEEGER.
1877.

CP

126

BIBLIOTHÈQUE CANTONALE
DU VALAIS

SION

*

Bibliothèque

de la

Section Monte-Rosa



C. A. S.

CANTON DU VALAIS.



NOTICE

SUR

LA CORRECTION DU RHONE.

1864—1877

PAR

**Le Chef du Département des Ponts et
Chaussées**

—

NOVEMBRE 1877.



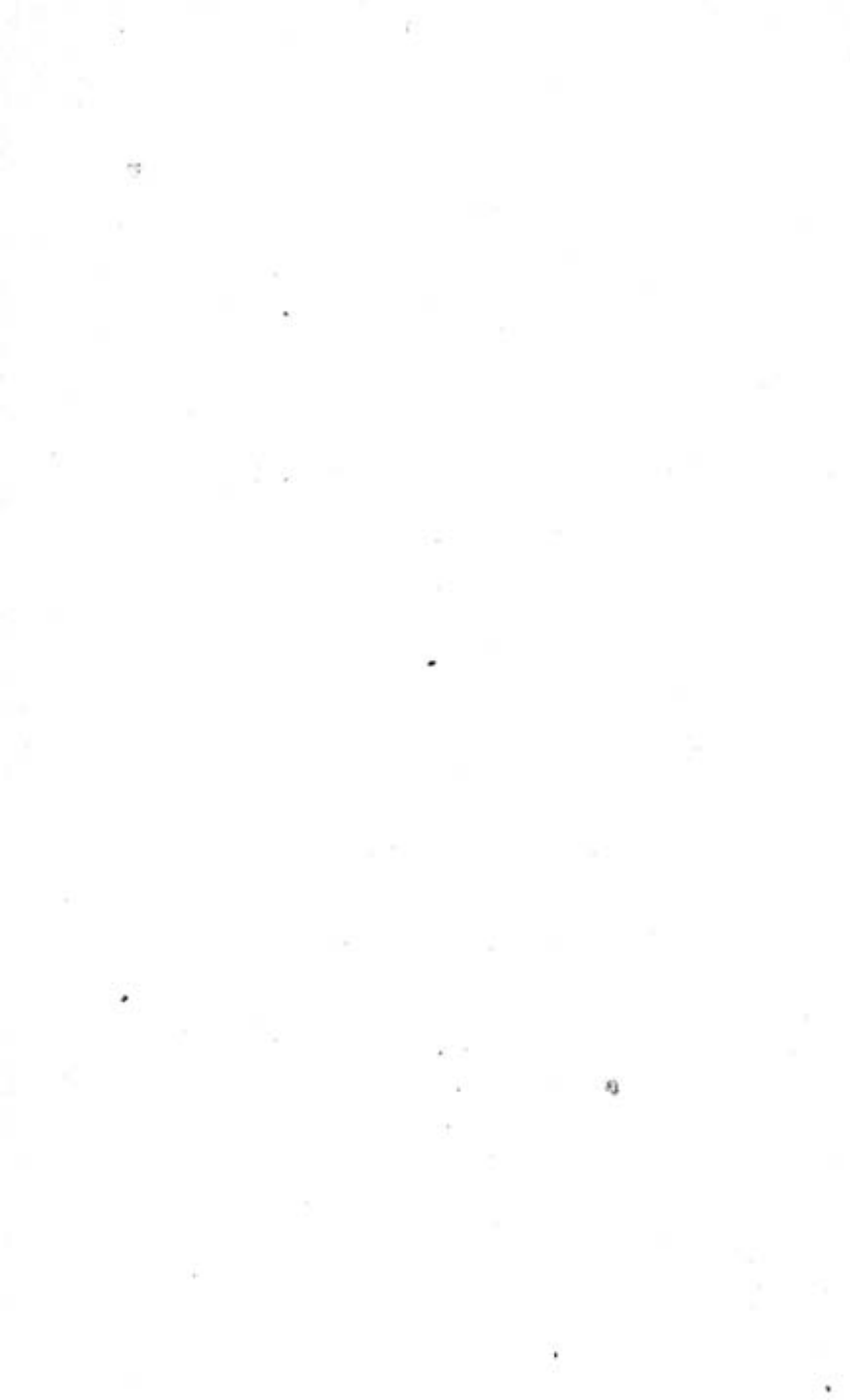
SION.

IMPRIMERIE J. BEEGER.

1877.

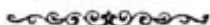


CP 126



NOTICE

SUR LA CORRECTION DU RHONE



Dans le nombre des grandes œuvres d'utilité publique exécutées en Suisse, ces dernières années, et subventionnées par la Confédération, on peut signaler la correction du Rhône, comme l'une dont la réussite est des plus complètes, et dont la dépense, les travaux une fois achevés, atteindra le chiffre énorme de près de neuf millions.

Il nous paraît donc qu'il y a utilité et intérêt à faire connaître les principales phases de cette grande entreprise. — C'est ce que nous allons esquisser aussi succinctement que possible.

I.

Avant la correction du Rhône, les plaines du Valais étaient chaque année, pour ainsi dire, sujettes à des inondations dont les eaux s'étendaient souvent d'une montagne à l'autre.

Parmi ces catastrophes, nous mentionnerons entr'autres :

— L'inondation de 1855, dans la plaine de Monthey, dont l'étendue fut telle que l'on pouvait se rendre en bateau à Illarsaz, dès Vouvry. — Cette excursion, l'auteur de ces lignes l'a faite, accompagné du Président de Vouvry ;

— Celle de 1857, dans la plaine de Martigny, — qui obligea les voitures postales et autres, à passer plusieurs jours par la vieille route, le long de la montagne, pour se rendre de Riddes à Martigny ;

— Celle de 1860, la plus désastreuse de toutes, qui couvrit la vallée, de Brigue à Loèche et de Sierre à Riddes. La hauteur des eaux sur la Grand'route, près de Rarogne, arriva à 1^m 50 au-dessus de la chaussée. Le chemin de fer fut coupé en aval de la gare de Sion.

Et nombre d'autres, qui eurent toujours pour suites fâcheuses, l'anéantissement des récoltes, — l'interruption des communications, — et l'éloignement des voyageurs et des touristes.

II.

De tous ces sinistres, qui ont si souvent désolé le Valais, le plus récent, survenu pendant les 1, 2 et 3 septembre 1860, a été peut-être le plus désastreux.

Et pourtant, il ne faut pas supposer que les rives du Rhône aient été entièrement dépourvues de travaux de défense.

Au contraire, depuis bien des années, des ouvrages importants avaient été construits sur le littoral de ce fleuve : ainsi à Vouvry, Collombey, Monthey, Massongex, St-Maurice, Martigny (Dranse), Sion, St-Léonard, Sierre, Rarogne, Viège et Brigue.

Mais, ces ouvrages, quoique forts et construits dans de grandes dimensions sur certains trajets, étaient en général trop isolés, et offraient des solutions de continuité constituant un danger presque permanent d'inondation.

Cependant, ils n'avaient pas laissé que d'être très-coûteux, et d'occasionner des charges considérables et onéreuses aux communes.

Qu'il nous suffise, à titre d'exemple, de dire qu'avant 1860, l'impôt communal, nécessité par les besoins de diguement, était à Collombey au taux du 18 à 25 pour mille; au 10 à Saillon; au 15 à St-Léonard; au 10 à Granges; au 24 à Rarogne; au 48 à Bas-Chatillon; au 35 à Lalden; etc., etc.

Les frais ordinaires d'endiguement s'élevaient annuellement à une somme moyenne de 250,000 fr. pour communes et Etat. (Rapport de la commission du Conseil des Etats du 24 juin 1863).

III.

Les dégâts si considérables causés aux terres et aux voies de communication, par l'inondation de 1860;

— les difficultés de prévenir de nouveaux désastres et la dépense énorme à prévoir pour des travaux sûrs de défense;

— toutes ces circonstances ont naturellement amené les Hauts-Pouvoirs du Canton du Valais à demander, en vertu de l'art. 21 de la Constitution fédérale, une subvention pour la correction du Rhône et de ses affluents.

Un subsidé analogue avait été accordé précédemment, pour la correction du Rhin, aux canton de St-Gall et des Grisons.

La demande du Gouvernement du Valais fut présentée le 4 décembre 1860.

Elle était accompagnée de plans et de devis avec un rapport spécial, afin de donner une idée aussi exacte que possible, de l'importance du projet.

En considération des intérêts majeurs engagés dans la question, le Conseil fédéral, par décision du 11 janvier 1861, en ordonna l'étude, qui fut confiée à MM. Hartmann, Ing. en Chef, à St-Gall et Blotnitzki, Ing. à Genève.

Ces Experts avaient pour mission d'inspecter le cours du Rhône avec les ingénieurs cantonaux ; — d'examiner les projets présentés et de proposer éventuellement des modifications ; — de signaler les changements et les compléments à apporter aux plans du Gouvernement du Valais ; — de se procurer des renseignements sur les ressources financières du Canton, applicables à l'entreprise ; — de revoir attentivement le devis des projets, et enfin de préavisier sur la question dans son ensemble.

Dans un premier rapport, MM. les Experts estimèrent le coût des travaux qu'ils proposaient à frs 6,010,000.

Le Conseil d'Etat du Valais, craignant que cette estimation ne se trouvât en dessous de la dépense réelle, ou qu'elle n'offrit quelque omission, chargea une commission cantonale (M.M. Venetz et Chappex) de donner son avis sur cette première expertise.

Cette commission présenta, le 26 octobre 1862, un rapport, avec devis estimatif de toute l'entreprise, portant une dépense présumée de frs. 7,898,840, soit une différence en plus de 2 millions environ.

L'augmentation proposée par les Experts cantonaux se justifiait essentiellement par :

- 1° L'adjonction de la section d'Oberwald à la Massa ;
- 2° L'extension donné à l'endiguement des affluents ;
- 3° La différence des prix d'unité.

En présence de cette divergence d'appréciation, les Experts fédéraux furent invités à présenter un rapport complémentaire, en tenant compte de ces nouveaux facteurs. — Ils s'acquittèrent de leur mandat, et leur second devis portait un chiffre de frs. 7,906,000.

Le Grand Conseil du Valais, sous date du 29 Novembre 1862, porta son décret sur la correction du Rhône, décret dont les dispositions reçurent l'approbation du Conseil fédéral.

C'est dans cet état de choses que cette importante affaire fut portée devant l'Assemblée fédérale.

Les Commissions des deux Conseils visitèrent la vallée du Rhône, et leurs rapports longuement motivés concluaient unanimement, avec un préavis favorable, à la requête du Canton du Valais.

Toutes les démarches furent ainsi couronnées de succès, et, estimant avec le Conseil fédéral qu'il n'y avait de remède à ces grands maux que dans l'aide de la Confédération, le Conseil National et le Conseil des Etats décidèrent, sous date des 25 et 28 juillet 1863, d'accorder au Canton du Valais, pour la correction du Rhône et des affluents, un subside de frs. 2,640,000, soit dans la proportion du tiers de la dépense totale de l'entreprise.

IV.

Par les décisions fédérales et cantonales, la période d'exécution des travaux était fixée à 12 ans. Ces travaux devaient commencer à la fin de l'année 1863.

La première campagne ne fut pas signalée par des travaux importants, mais, à partir de 1865, la correction fut entreprise sur toute la ligne avec autant de courage que d'énergie.

Les chiffres suivants en sont la preuve.

En 1863	frs	29,180	42
1864	»	667,353	95
1865	»	328,352	33
1866	»	533,646	31
1867	»	754,309	29
1868	»	634,738	15
1869	»	577,164	33
1870	»	455,225	18
1871	»	528,445	12
1872	»	534,154	32
1873	»	689,517	73
1874	»	580,915	98
1875	»	503,775	76
1876	»	520,592	92

Cependant, comme on peut le présumer, tout ne s'est pas passé sans encombre et sans déceptions.

A part le subside fédéral et la participation spéciale de l'Etat, sur des points donnés, le surplus de la dépense est à la charge des communes du littoral. Or, celles-ci, dans l'impossibilité de faire face autrement à la situation, ont dû recourir à des prestations en nature, de la part de leurs ressortissants.

Il en est forcément résulté que les travaux n'ont été entrepris, en général, que sur les points les plus menacés

et que, de fait, il y avait des solutions de continuité dans la commune d'abord, et de commune à commune.

Momentanément délaissés, ces points n'ont pas toujours pu résister aux grandes crues, et des brèches fréquentes sont survenues, laissant des dégâts considérables.

Il serait trop long de rappeler en détail les conséquences de ces brèches; nous nous bornerons à mentionner l'inondation des 26-27 septembre 1866 et surtout celles de juillet et août 1868.

Les dommages causés par les eaux de cette dernière année, aux travaux publics seulement, ont été évalués comme suit :

dans la vallée du Rhône, fleuve et	
affluents	à frs 353,614 —
dans les vallées latérales	„ 92,930 —
aux ponts et routes	„ 73,150 —
	<hr/>
Total frs	519,694 —

Ces dégâts eussent été certainement plus considérables, si, déjà à cette époque, des travaux importants de la correction n'avaient été exécutés. — Néanmoins, les chiffres précités ont une grande éloquence.

V.

Il a été dit plus haut, qu'à part le subside fédéral et une certaine participation de l'Etat sur tels ou tels points, tout le surplus de la dépense incombe aux communes qui longent le fleuve et ses affluents.

Les chiffres suivants établissent l'importance de cette participation.

Total des travaux exécutés à fin	
1876	fr. 7,502,674 29
Subside fédéral, fr. 2,493,801 88	
Participation par	
l'Etat	» 853,421 07
	<hr/>
	» 3,347,222 95

il reste frs 4,155,452 34

depensés directement par les communes.

Celles-ci sont au nombre de 56, avec une population de 46,401 âmes, et un capital imposable qui n'est que de fr. 90,980,000.

Que l'on juge des lourdes charges qui pèsent sur cette population !

Comment a-t-elle pu y faire face ?

Par les emprunts et par les impôts communaux. Ainsi, un emprunt collectif de fr. 1,500,000 a été contracté par l'Etat, pour les Communes.

Telle Commune a emprunté fr. 95,000 ; telle autre fr. 80,000 ; telle autre fr. 60,000 ; et ainsi de suite et en proportion.

La Commune de Sion, à part sa dette envers l'Etat, de fr. 55,000, a dû emprunter, en outre, fr. 115,000 pour satisfaire à ses obligations.

La Commune de Rarogne avait encore une dette de fr. 124,000, à fin 1875.

La commune de Bas-Chatillon, avec 151 âmes de population et un capital imposable de fr. 437.200 a dû dépenser fr. 167,028 58, en dehors du subside fédéral, pour ses endiguements.

Et autres exemples semblables que nous pourrions citer au besoin.

Toutes les communes, à quelques exceptions près, ont dû élever leurs impôts municipaux à des taux qui paraissent incroyables; ainsi entr'autres :

Port-Valais	au 12 ⁰⁰ / ₀₀
Dorénaz	„ 10 „
Saillon	„ 14 „
Ardon	„ 8 „
Vétroz	„ 11 „
Granges	„ 12 „
St-Léonard	„ 10 „
Bas Chatillon	„ 48 „
Rarogne	„ 15 „
Steg	„ 20 „
Viège	„ 10 „
Brigerbad	„ 25 „
Gliss	„ 11 „

Est-il un pays où, en si peu de temps, avec aussi peu de ressources, on ait fait autant de sacrifices? où les charges communales fussent aussi lourdes? — Il est permis d'en douter.

VI.

Arrivé au bout de la période fixée pour l'exécution de l'entreprise, il a paru nécessaire d'établir le bilan de la situation.

C'est dans ce but qu'a été dressé le devis sommaire des travaux qui restaient à exécuter, à partir de fin 1875.

De ce travail il résulte:

Que la subvention fédérale primitive de frs 2,640,000 est insuffisante pour l'achèvement de la correction ;

Qu'il n'était matériellement pas possible de terminer les endiguements pour l'époque fixée.

En effet :

La situation des travaux arrêtée à la date sus-fixée	
était de	frs 6,893,696 30
et le subside perçu de	„ 2,297,898 76
le subside primitif étant de	frs 2,640,000 —
sur ce, reçu comme ci-haut	„ 2,297,898 76
reste disponible	frs 342,101 24

Les devis des travaux à exécuter à cette époque sont évalués à la somme de	frs 1,580,000 —
le subside proportionnel (le tiers) pour ces travaux étant de	frs 526,666 66
comme il n'y a de disponible que	„ 342,101 24
il reste un découvert de	frs 184,565 42

C'est dans cet état de choses que le Conseil d'Etat, sous date du 6 mars 1876, adressa au Conseil fédéral une demande en vue d'obtenir ce complément de subside et une prolongation de terme pour l'achèvement de l'entreprise.

L'augmentation de subside — qui n'est pas considérable du reste, le 7 % seulement d'écart sur un devis de huit millions, élaboré il y a 14 ans, — est justifiée, ainsi que le dit la demande, par le fait essentiel que les grandes eaux ont souvent causé des avaries aux travaux ou exigé qu'il leur soit donné des dimensions plus fortes et partant plus coûteuses.

La prolongation du terme s'explique comme une conséquence naturelle des intempéries auxquelles le pays est exposé et avec cette cause, par le retard inévitable apporté par les Communes à qui les ressources ont fait défaut, ou qui se trouvent surchargées de travaux.

VII

Nous avons dit que la correction du Rhône avait parfaitement réussi. — Ce résultat est évidemment dû au système d'endiguement appliqué.

Ce système est celui des éperons appuyés à angle droit aux digues longitudinales à forme inclinée, la tête plongeant dans le lit du fleuve, de telle sorte que les eaux, quel que soit leur volume, se trouvent toujours ramenées sur l'axe du thalweg, où sont généralement reportés et le plus grand courant et la colonne d'eau la plus forte.

Il en résulte naturellement entre les éperons, des atterrissements qui renforcent les digues longitudinales, en donnant au lit la forme concave, soit la forme de cunette ou d'ellipse, en assurant ainsi l'écoulement des galets dans les conditions désirées.

Aussi, n'aperçoit-on ni bancs de sable ni galets entre les têtes des éperons, même lors des plus basses eaux. Celles-ci s'étendent en nappe régulière, quelle que soit leur faible hauteur, et elles s'écoulent sans dessiner aucune sinuosité dans leur lit.

Le système avait été cependant en butte à bien des préventions et des critiques qui ont dû, enfin, disparaître en face des résultats acquis.

C'est ce qu'ont reconnu et proclamé les commissions et les hommes de l'art qui ont inspecté les endiguements.

La commission du Conseil des Etats, présidée par M. Kappeler, après avoir parcouru les bords du Rhône en juin 1875, déclara par l'organe de son président que *“ l'œuvre a réussi et que les succès en sont d'une grande portée ; le système adopté fournit de bons résultats. ”*

M. Hartmann, ingénieur en chef, en motivant dans son dernier rapport sur la correction du Rhin (1863) l'adoption des digues parallèles pour ce fleuve, accorde au système des éperons la supériorité essentielle que, par ce système, *“ le profil en travers du fleuve se forme plus régulièrement. ”*

M. Honsell, ingénieur des travaux du Rhin, au Grand-Duché de Baden, après une excursion sur les bords du Rhône, déclara n'avoir pas connaissance d'une correction fluviale aussi bien réussie.

Le journal technique, l'*Eisenbahn*, à Zurich, contient un article dans lequel il est affirmé par un expert, témoin oculaire, après les grandes crues du mois d'août, que *“ la réussite de la correction du Rhône est éclatante et que la spécialité du système a fait ses preuves. ”*

VIII.

Les grandes crues de juin et août dernier, à part quelques déversements insignifiants, sur trois points, ont été parfaitement contenues dans les digues.

Mais, si les hautes eaux ont établi que le type était

bon, et les ouvrages bien exécutés, elles ont aussi appris que l'exhaussement des digues était indispensable pour le fleuve et ses affluents.

La commission du Conseil national où figuraient trois ingénieurs, a pu constater l'efficacité des endiguements, mais aussi la nécessité des travaux complémentaires.

Ces travaux sont évalués pour le Rhône à	fr. 363,050
pour les affluents „	100,000
	<hr/>
	fr. 463,050

En présence de cette situation, le Conseil d'Etat du canton du Valais a adressé une nouvelle demande au Conseil fédéral, pour obtenir que cette évaluation soit ajoutée à celle qui a fait l'objet de sa requête du 6 mars 1876.

Si de grands travaux ont été exécutés, c'est grâce à l'aide de la Confédération. Cet appui faisant défaut, le canton eut été impuissant à les réaliser. Ce n'est qu'avec cet appui qu'il pourra poursuivre le parachèvement de l'entreprise. Et le couronnement de l'œuvre, avec les résultats obtenus à ce jour, sera dû à la Confédération, en qui, comme le disait la commission des Etats en 1863, *“ le Valais a toute confiance, en ce qu'elle saura toujours trouver, une fois l'œuvre commencée, les moyens pour en assurer le complet achèvement. ”*

IX.

Mais, si la correction du fleuve est considérable dans ses résultats, et éminemment utile pour le pays, elle ne constitue cependant qu'une première phase de cette grande entreprise nationale.

Son corollaire, son complément, c'est le dessèchement des plaines de la vallée du Rhône.

Ces plaines, après avoir été préservées des dévastations des eaux, doivent être rendues salubres et cultivables.

Les projets d'ensemble de canalisation pour le dessèchement ont été adressés au Département fédéral de l'Intérieur, en 1873.

La vallée du Rhône, de Brigue au lac Léman, est divisée par les projets en huit grands bassins.

La dépense totale est évaluée	
pour les canaux principaux à	fr. 1,102,900
„ „ secondaires à	„ 241,600
Total fr. 1,344,500	

Il a été exécuté, à ce jour, des travaux de cette nature, pour fr. 435,329 ; il en reste donc pour plus de 800,000 à exécuter encore.

Enfin d'autres travaux de haute importance également tels que : le reboisement des forêts, — contre les avalanches, — digues et barrages de retenue dans les vallées.

X.

Le *reboisement* est une mesure de sécurité, car la destruction des forêts est unanimement reconnue comme exerçant une influence pernicieuse sur le régime des eaux et elle amène des inondations.

Mais elle est aussi une mesure de haute économie politique.

Nul n'ignore que dans un pays montagneux comme le nôtre, les forêts sont ou doivent être un facteur considérable de la fortune nationale.

Les soins les plus assidus doivent être donnés à cette branche de l'administration de l'Etat.

Au surplus, par l'art. 12 du décret du Grand-Conseil, le canton du Valais a pris l'engagement d'exécuter le reboisement en montagne et sur les bords du fleuve et des affluents.

Les travaux *contre les avalanches* sont aussi d'une haute utilité.

L'histoire du Valais rapporte entr'autres des sinistres effrayants, causés par les neiges.

Loèche-les-Bains fut détruit deux fois au XVI^e siècle ; en 1719, nouvelle destruction du village et 55 habitants périrent ; en 1756 et 1767, désastres semblables.

En 1720, le village d'*Obergesteln* eut le même sort.

En 1827, *Biel* et *Selkingen* furent en grande partie détruits, et 88 personnes, dans la première localité, et 50, dans la seconde, périrent.

Il serait trop long de citer d'autres faits analogues qui ont souvent affligé le canton du Valais.

Nous nous bornerons à signaler l'urgence des mesures à prendre pour prévenir de pareilles catastrophes.

Tout en préservant la vie et les biens de nos montagnards, ces travaux ont, de plus, le grand avantage de prévenir la destruction des bois et par ce fait de favoriser le reboisement.

Les travaux de *retenues, digues*, etc., dans les vallées, sont également d'une grande importance.

Les Experts fédéraux disaient, à cet égard, dans leur rapport d'avril 1863, " que la correction des affluents " est une entreprise bien plus nécessaire, bien plus " étendue et d'autant plus coûteuse que la correction " du Rhône. „

Le système de construction à appliquer à ces cours d'eau, consiste essentiellement dans des digues longitudinales, afin de préserver les berges et d'empêcher des érosions, et dans des travaux divers, en vue surtout de retenir les matériaux et d'empêcher les charrois qui, arrivant au Rhône, encombrant son lit et provoquent des dégâts.

Les travaux réunis, dont il vient d'être question dans ce chapitre, sont à eux seuls évalués à fr. 350,000.

XI.

Ces travaux grandioses, d'une utilité absolue, seront l'honneur et la gloire de notre génération. Sans doute, elle sera appelée à faire encore des efforts et des sacrifices considérables dans ce but ; mais, habituées que sont nos populations à lutter opiniâtrément contre les éléments conjurés, elles ne failliront point à la tâche et répondront à l'appel.

L'œuvre gigantesque menée à bonne fin jusqu'ici nous est un sûr garant de leur attitude à l'avenir.

Toutefois, quelque éprouvés que soient leur courage et leur énergie, il y a une limite, des bornes qui s'imposent par la force des choses.

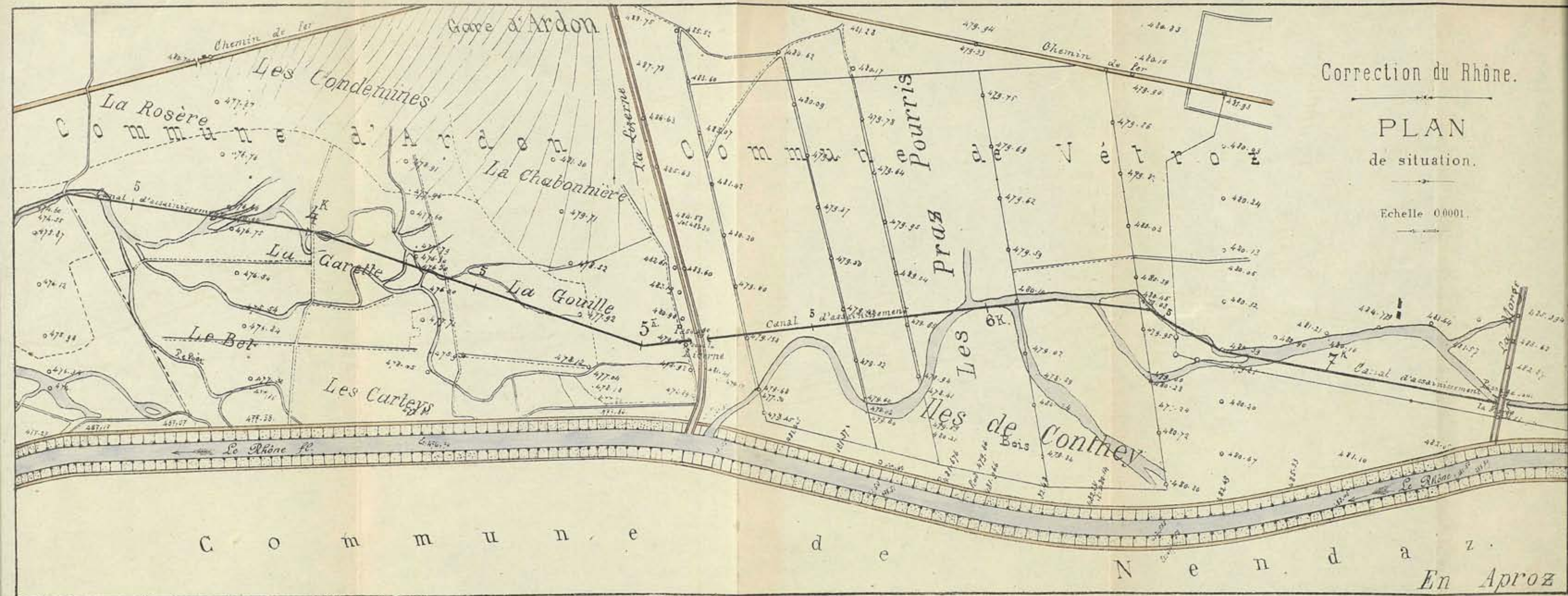
Ce n'est donc que grâce à l'appui de la mère-patrie que ces travaux pourront s'exécuter. Et cet appui, nous osons y compter.

Nous avons l'espoir qu'il ne nous manquera pas.

Sion, novembre 1877.

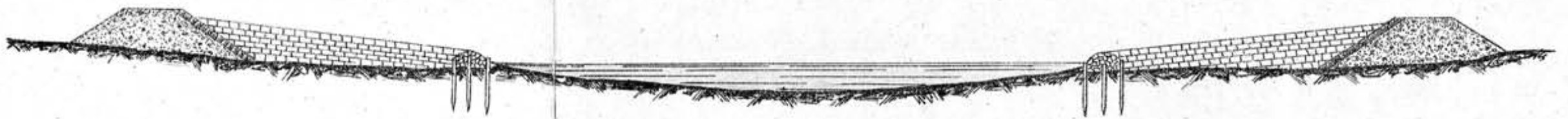




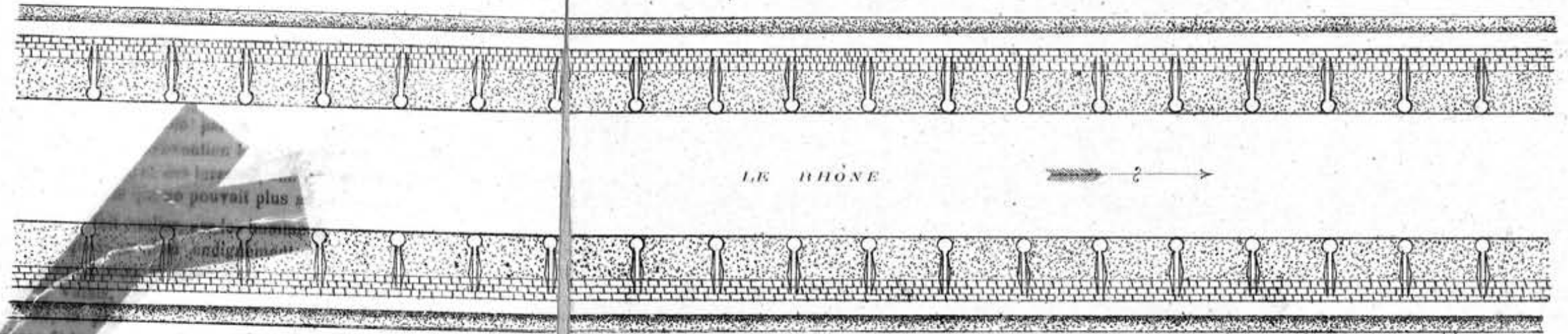


Correction du Rhône.

Type du diguement.



PLAN

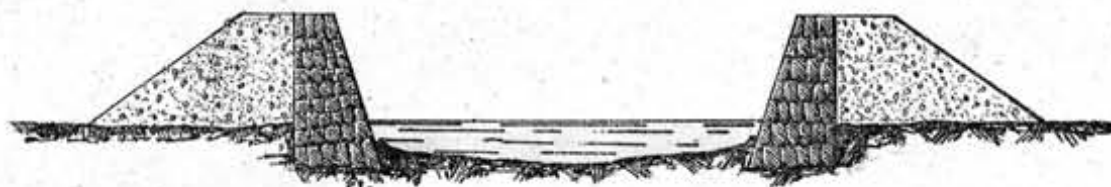


LE RHÔNE

2

Type pour les torrents

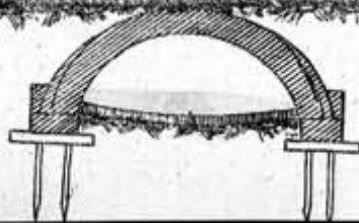
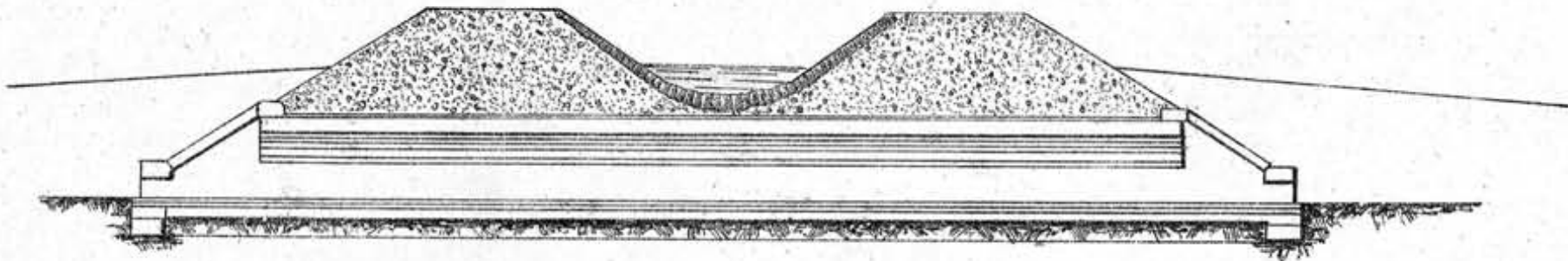
Salline, Drance, Trient, etc.



Dessèchement

Liverno, Morge, Manvoisin etc.

Passage en dessous d'une rivière.



Correction du Rhône.

Demande de subside supplémentaire.

Sion, 3 mars 1876.

LE CONSEIL D'ÉTAT

DU CANTON DU VALAIS,

AU

Haut Conseil fédéral, à Berne



TIT.

A la suite des désastres si considérables occasionnés à plusieurs reprises par les inondations du Rhône et de ses affluents, dans la grande plaine du Valais, le Gouvernement du canton, en présence d'une situation aussi critique pour une grande partie de la population, crut devoir solliciter une subvention fédérale pour la grande correction du fleuve et des torrents, afin de couper court à un état de choses qui ne pouvait plus se prolonger.

Après avoir fait étudier, par les hommes les plus compétents, la question d'un endiguement d'ensemble, le Conseil fédéral, prenant en sérieuse considération la demande du Valais, voulut bien, par message du 19 janvier 1863, la présenter avec un préavis favorable aux Chambres fédérales.

Ce message retrace judicieusement la pénible situation de la plaine du Valais et il expose d'une manière

très précise toute l'importance du travail projeté. En effet, outre la prospérité matérielle du canton, gravement compromise, l'endiguement du Rhône intéresse, à un autre point de vue, la Suisse entière. Il est appelé à protéger la viabilité d'une grande voie de communication reliant notre patrie aux Etats voisins.

L'Assemblée fédérale ayant pris connaissance de ce message, et partageant les vues du Haut-Pouvoir exécutif de la Confédération, porta un décret à la date du 28 juillet 1863, par lequel une subvention de fr. 2,640,000 était accordée par la Confédération, pour l'endiguement du Rhône et de ses affluents. Cette allocation représentait environ le tiers de la dépense prévue par le devis. Le même décret accordait au Valais le terme de 12 ans, à partir du 1^{er} janvier 1864, pour l'exécution de cette grande entreprise.

Répondant à la sollicitude des Chambres fédérales et pénétrées de l'importance de l'endiguement projeté, nos populations se mirent courageusement à l'œuvre.

Les premières années de la correction furent marquées par de fréquents désastres, qui compromirent l'existence de bien des travaux nouvellement exécutés, mais non encore reliés et coordonnés par un ensemble suffisant. Sans se laisser aller au découragement, nos communes rivalisèrent de zèle à lutter contre l'élément dévastateur et, maintenant, elles récoltent en bonne partie les fruits de leur activité, car on peut aujourd'hui affirmer, en s'appuyant sur d'incontestables résultats, que le diguement du Rhône a parfaitement réussi.

Cependant il existe encore certains trajets où les travaux ne sont exécutés qu'incomplètement.

Des affluents importants doivent être amenés dans le fleuve au moyen de travaux coûteux.

Toutes les communes ont encore des ouvrages considérables de parachèvement à faire, à grand renfort de dépenses et de sacrifices.

Afin de nous rendre un compte exact de la situation, nous fîmes élaborer, par les soins de notre Département des Ponts et Chaussées, un devis détaillé présentant, pour chaque commune, le tableau des travaux restant à exécuter. Cette étude a surtout un intérêt particulier, au moment où expire le terme fixé par l'Assemblée fédérale, pour l'achèvement complet des endiguements.

Nous avons l'honneur de vous soumettre ci-après un résumé des chiffres résultant de cette étude, chiffres arrêtés en juin 1875 :

Travaux exécutés à cette époque	fr. 6,893,696 30
Subsides reçus	„ 2,297,898 76
Le subside total alloué étant	
de	fr. 2,640,000 —
Le subside perçu	„ 2,297,898 76
Reste à percevoir	
sur le subside alloué	fr. 342,101 24

Mais les travaux à exécuter sont évalués à 1,580,000 francs.

Le subside proportionnel (le $\frac{1}{3}$) à ces travaux, étant	
de	frs 526,666 66
et comme il n'y a de disponible que	„ 342,101 24
il reste un découvert de subside de	frs 184,565 42

De l'examen de ces diverses données il résulte :

- a) qu'il est matériellement impossible de terminer le diguement pour l'époque fixée ;
- b) que la subvention fédérale de 2,640,000 frs est insuffisante.

Si l'on se rend compte de toutes les difficultés que l'on a dû surmonter pour exécuter une entreprise aussi importante, on ne s'étonne pas que les douze campagnes, accordées par le Décret du 28 juillet 1863, soient insuffisantes. Tous ces travaux d'endiguement doivent nécessairement être établis par les basses eaux, c'est-à-dire au printemps et en automne.

La campagne se trouve ainsi réduite à 5 ou 6 mois.

Dans un pays comme le Valais, où la température est si variable, ce court laps de temps est souvent interrompu par les intempéries. Si aux circonstances climatiques défavorables, on ajoute les mécomptes inhérents à une entreprise aussi colossale, entreprise à exécuter en grande partie par les prestations des communes à qui incombe la charge des endiguements, on se convaincra sans peine de l'insuffisance du terme accordé ! — Nous ne parlerons pas des difficultés administratives, qui parfois ont aussi contribué à retarder certains travaux.

Les devis qui servaient de base pour fixer le chiffre de la subvention fédérale, sont dépassés d'environ 554,000 frs.

Cet écart, qui n'est en réalité que le 7 % environ de

la dépense générale, se justifie par la nature même des ouvrages.

Ayant à lutter contre un élément qui présente toujours les conditions les plus aléatoires, l'imprévu ne peut être fixé que d'une manière approximative et arbitraire et souvent il a une part plus large encore que celle qui lui avait été assignée.

La majeure partie des travaux fondés sur l'eau ne pouvaient être appréciés d'une manière certaine qu'au fur et à mesure de leur avancement.

Les ouvrages des premières campagnes, placés comme jalons pour imprimer au Rhône une direction plus régulière, ont aussi subi de nombreuses avaries. L'augmentation du salaire de l'ouvrier, le renchérissement des matériaux sont tout autant de facteurs réunis qui expliquent cette insuffisance de devis primitifs. Cette grande œuvre de la correction du Rhône ne peut cependant rester incomplète; elle doit au contraire être parachevée de toutes manières, afin d'atteindre le but que se sont proposé les autorités qui ont si puissamment secondé cette entreprise. Mais livrés à nos seules forces, nous nous trouverions en face de ressources trop restreintes pour mener à bonne fin et sans retard l'achèvement de cette grande œuvre.

Nos populations, déjà épuisées par les grands sacrifices qu'elles se sont imposés, ont encore des dépenses considérables à faire pour un autre genre de travail, non moins important et qui est le corolaire naturel et obligé de la correction du Rhône. Nous voulons parler du dessèchement de la plaine. La canalisation générale

à exécuter dans ce but est déjà commencée sur plusieurs points.

L'ensemble de ces travaux ne coûtera pas moins de 1,345,000 francs.

Et cependant cette seconde entreprise est indispensable et ne saurait être ajournée si l'on veut retirer les fruits du diguement du fleuve, mais c'est au prix de nouvelles et lourdes dépenses.

En présence de ces situations dont nous venons de vous donner un aperçu sommaire, nous nous croyons autorisés de présenter, par votre bienveillant intermédiaire, à l'Assemblée fédérale la double demande suivante :

Qu'il soit accordé au Canton du Valais :

- 1° Un prolong de quatre ans pour l'achèvement de la correction du Rhône et de ses affluents ;
- 2° Que le subside fédéral reconnu insuffisant pour cette correction soit augmenté de 184,565 francs.

Nous vous prions (Tir.) de réserver un bon accueil à notre demande et de la présenter avec un préavis favorable aux Chambres fédérales dans leur prochaine session.

Sion, le 2 Novembre 1877.

LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DU VALAIS,

AU

Conseil fédéral à Berne.



Par la crue extraordinaire des eaux du mois d'août dernier, il a été malheureusement démontré que les endiguements du Rhône et de ses affluents, — bien qu'ils aient vaillamment résisté à ces crues, et que le système ait une fois de plus fait ses preuves, — que ces endiguements, disons-nous, sont insuffisants dans leurs dimensions, dans celles en hauteur notamment.

Il a été procédé à des études à ce sujet, et ce défaut de dimension a été constaté d'une manière évidente.

Dès lors on ne saurait hésiter à prendre les mesures nécessaires pour prévenir les conséquences fâcheuses, qui pourraient résulter d'un état de choses auquel il importe de porter un remède sans retard, et voir achevée ainsi l'œuvre grandiose et réussie de la correction du Rhône.

Notre Département des Ponts et Chaussées a élaboré un rapport détaillé duquel il ressort qu'en effet les digues longitudinales du fleuve et des affluents sont généralement trop basses et que les principaux affluents exigent un complément indispensable d'ouvrages de défense et de sécurité. Ce même rapport indique ces ouvrages

complémentaires et les dépenses auxquels ils donneront lieu.

Nous avons l'honneur de vous adresser sous ce pli l'état sommaire des travaux, avec la prière de le présenter avec recommandation à l'Assemblée fédérale, à sa prochaine session, pour que cette haute Assemblée veuille bien accorder à ces travaux un subside, comme à ceux qui ont fait l'objet de notre demande du 3 mars 1875 et dont le Conseil national, dans sa dernière session, a nanti une commission spéciale.

Les plans de situation sur lesquels figurent les projets complémentaires seront retournés prochainement à l'inspecteur fédéral de travaux publics.

Après l'inspection du diguement dans la vallée du Rhône, qui vient d'être faite par cette Commission et à laquelle a assisté le Chef du Département fédéral de l'Intérieur avec l'Inspecteur en chef des travaux publics, nous estimons qu'il serait superflu d'entrer dans d'autres détails sur la présente requête comme sur celle qui l'a précédée.

(Suivent les signatures.)

